



Macron annonce la suppression de la redevance

Qu'a fait l'audiovisuel public pour mériter ça ?

A peine entré en campagne, le Président-candidat Macron ne trouve pas plus urgent que d'annoncer la suppression de la redevance.

Avant cette annonce de Macron, Péresse, Le Pen et Zemmour avait déjà annoncé leur intention de supprimer la redevance, et de privatiser en partie ou totalement l'audiovisuel public, dans une course à l'échalote mortifère.

Ainsi, par une formule lapidaire, sans aucun égard pour les salariés et sans esquisser la moindre alternative de financement, le candidat à sa propre succession n'hésite pas à plonger dans la plus grande inquiétude tout un secteur d'activité et ses milliers de salariés.

Bis repetita

Cette annonce démagogique en dit long sur le mépris d'Emmanuel Macron vis-à-vis de l'audiovisuel public, qualifié de « honte de la République », peu de temps après sa prise de fonction.

Que de similitudes avec Nicolas Sarkozy, décidant brutalement en 2008 de supprimer la publicité sur nos chaînes !

L'un coupe la pub, l'autre les ressources publiques. Pourquoi une telle détestation du service public audiovisuel ?

C'est une nouvelle fois le fait du prince qui prévaut. Au mépris du travail des administrations, des professionnels du secteur et même... de la mission de l'IGAC* lancée en octobre et qui doit livrer en avril ses conclusions sur l'avenir de la redevance.

L'avenir de l'audiovisuel en suspens

L'enjeu est considérable. Supprimer la redevance, taxe affectée et sanctuarisée, c'est faire basculer le financement de l'audiovisuel public dans le budget général de l'État et le fragiliser en le livrant aux arbitrages et aux pressions politiques. Nous l'avons déjà vécu avec la dotation censée compenser sur le budget de l'État la suppression de la publicité, qui a progressivement disparu.

* Inspection générale des affaires culturelles

La redevance est à ce jour le seul mode de financement pérenne, garantissant l'indépendance de l'audiovisuel public. Ce dernier n'a-t-il pas suffisamment fait allégeance ? Est-ce cela qui gêne le candidat-président ?

C'est pourtant à l'aune du niveau d'indépendance de l'information, que l'on mesure la maturité d'une démocratie. Visiblement, en France, le compte n'y est pas.

En attaquant le service public, le président valorise les médias privés, tous aux mains de milliardaires, et confirme son image de président des riches.

Pourtant, dans le contexte actuel, les citoyens n'ont jamais autant eu besoin d'une information indépendante, pluraliste et de contenus qui échappent à la mainmise des plateformes mondialisées.

Le rôle majeur de l'Audiovisuel Public

Chaque année, France Télévisions est le premier financeur du cinéma et de la création : 500 M€ investis dans la fiction, les documentaires, l'animation ou le cinéma et autant dans la production et la fabrication de programmes de flux pour alimenter nos antennes. Qu'en sera-t-il des obligations d'investissement dans les secteurs délaissés par le privé ? Le périmètre actuel de l'audiovisuel public va-t-il être modifié ? Privatisé ? Dépecé ? C'est tout un secteur d'activité qui risque d'être déstabilisé.

Les audiences et les enquêtes qualitatives montrent que les téléspectateurs des chaînes de France Télévisions sont satisfaits, ce qui est d'ailleurs régulièrement salué en Conseil d'Administration, y compris par les représentants de l'État.

Mobilisation générale

La CGT appelle à un véritable débat sur le rôle de l'audiovisuel public en France. A l'heure où les populismes et les fake-news prospèrent, il est indispensable de disposer d'un média de référence exemplaire, au financement assuré. Et ce n'est pas la déclaration d'Aurore Bergé, députée LREM, qui promet un maintien du financement de l'audiovisuel sur le budget de l'État, qui rassurera grand monde.

Rappelons qu'en 2018, à l'issue d'un débat approfondi sur la question, les Suisses se sont prononcés massivement, lors d'un référendum, contre la suppression de leur redevance, pourtant l'une des plus chères d'Europe.

La CGT de France Télévisions entend combattre de toutes ses forces cette annonce aussi brutale que démagogique. Elle appelle les salariés de FTV et les citoyens attachés au service public à se préparer à une mobilisation sans précédent.

C'est la survie d'un audiovisuel fort et de référence qui est en jeu. Tout Président qu'il soit, Macron ne doit pas être le seul à décider.

Paris, le 8 mars 2022